

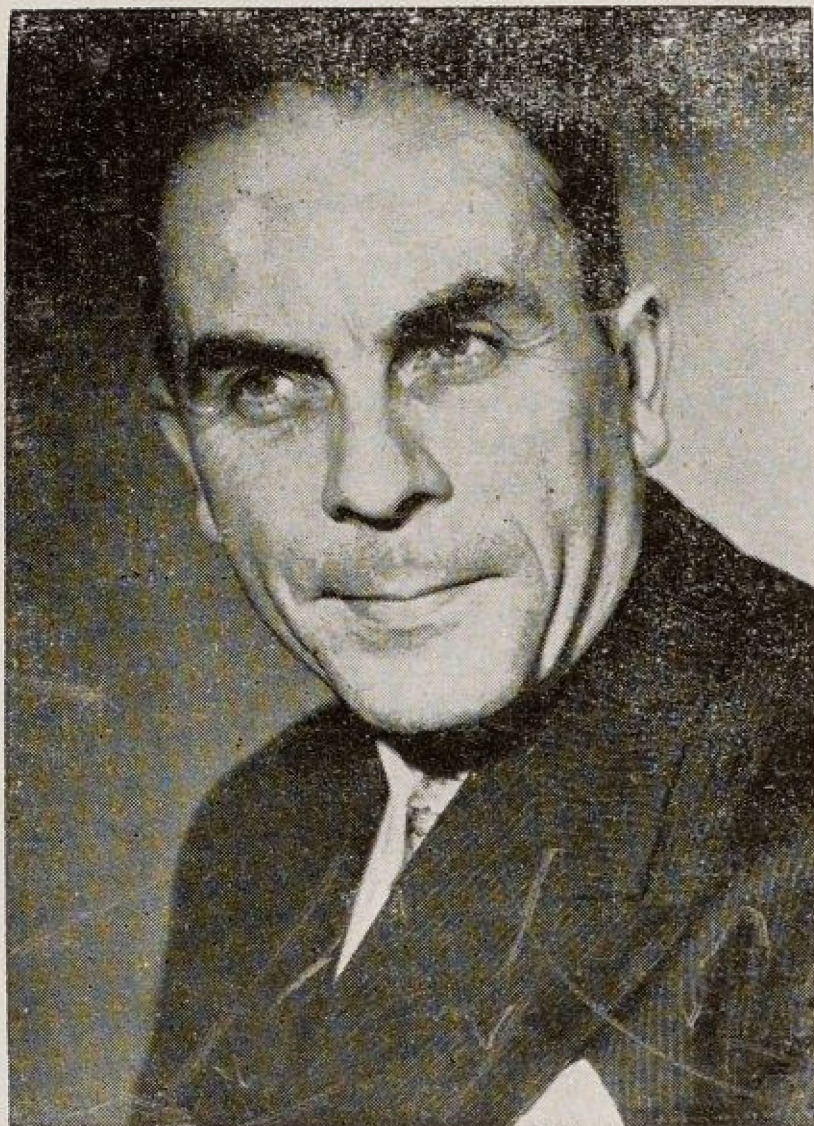
1^{re} CIRCONSCRIPTION

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

CANDIDATURE

ANDRE TREUILLÉ

Chef de Division Caisse d'Epargne,
Conseiller municipal de Bordeaux,
Ancien Conseiller général,
Membre du Conseil académique,
Membre du Comité de la Foire internationale.
Administrateur du Crédit municipal,
Ancien Combattant - Prisonnier de guerre,
Médaille des évadés - Croix de guerre 1939-1945.



REPLAÇANT ÉVENTUEL

Yvan BRIC

Secrétaire commercial,
Membre de la C.A. fédérale du Parti Socialiste,
Président pour le Sud-Ouest du Groupement de défense
« Coopération de l'Habitat ».



ELECTRICES, ELECTEURS,

Je suis militant et candidat d'un parti politique, c'est vrai !

Je n'en suis pas militant parce qu'il est un parti politique, mais parce qu'il est socialiste.

Quant à être candidat, désigné à l'unanimité par mes amis, comment n'aurais-je pas accepté de l'être et de l'être avec fierté ?

Bien sûr, un candidat a toujours pour objectif celui d'être élu, mais dans les circonstances actuelles je veux aussi profiter d'une tribune qui me permette de souligner la mauvaise foi des « princes » qui nous gouvernent.

Si d'aucuns pensent que les partis traditionnels doivent disparaître parce qu'ils en ont été exclus, il n'en est pas moins vrai que les lois sociales : conventions collectives, congés payés et allocations aux vieux sans ressources, par exemple, ne sont pas signés U.N.R., mais S.F.I.O.

Par contre, l'initiative de la « suspension » de la retraite du combattant et la « franchise » en matière de Sécurité sociale, c'est-à-dire la retenue sur prestations maladie, ne portaient-elles pas le sceau de l'U.N.R. ?

Une promesse a été tenue ! Celle qui avait été faite à la banque Rothschild de placer à la tête du gouvernement français le plus représentatif des siens, son Directeur général : M. Pompidou.

Il est vrai qu'il y avait en compensation dans le programme social des candidats U.N.R. de 1958 la fameuse association « capital-travail ».

Or, où en sommes-nous en 1962 dans ce domaine, sinon au stade où il n'apparaît pas que les employeurs U.N.R. se soient offerts en holocauste.

L'augmentation du S.M.I.G. et des allocations familiales annoncée par le gouvernement U.N.R. en même temps que la date des présentes élections frise la corruption politique.

Et, cependant, de 1958 à 1962, nous avons connu un pouvoir fort.

On nous a vanté une stabilité politique et financière soi-disant rarement atteinte ; mais rarement aussi, nous avons connu une aggravation aussi inquiétante du coût de la vie et par là un abaissement aussi sensible des ressources des personnes âgées ou de condition modeste.

L'audace de l'U.N.R. est incommensurable !

Le maire de Bordeaux reproche aux autres de ne pas avoir donné aux femmes et aux jeunes la place que mérite leur nombre !

A-t-on oublié que la seule femme à laquelle il avait donné l'hospitalité de sa liste pour les dernières élections municipales tenait la place de trente et unième sur trente-sept, c'est-à-dire la certitude absolue de n'être pas élue !

Quant à la place qu'il fait aux jeunes, sait-on, qu'il y a seulement quelques jours, il a désigné en qualité d'adjoint au maire pour l'une des divisions les plus « **dynamiques** » de la mairie, **un homme respectable de soixante-dix-neuf ans.**

C'est à l'échelon local le même mépris de l'opinion des élus et des deniers publics qu'à l'échelle du pouvoir.

La dette de la ville de Bordeaux ne s'élève-t-elle pas à plus de vingt milliards d'anciens francs, cependant que les impôts et taxes pour le compte exclusif de la ville viennent d'être majorés de 100 %. Peut-être les contribuables bordelais s'en sont-ils rendus compte !

Ma candidature signifie mon souci de dénoncer la démagogie, la duplicité et l'intransigeance des dirigeants de ce parti : l'U.N.R., qui par leur chauvinisme et leur haine de tout ce qui n'est pas eux, nous mènent à la dictature en passant par la guerre civile.

CES ELECTIONS SONT LE DERNIER REMPART DE NOS LIBERTES.

POUR Y PRENDRE MA PLACE, JE SOLLICITE L'HONNEUR DE VOS SUFFRAGES.

Vu, LES CANDIDATS.

André TREUILLÉ

LE COMITE ELECTORAL

Présidente : M^{me} Jean-Raymond GUYON.

J. ALLARD, instituteur.

M^{me} ALLEGRET, agent d'administration.

D. ANDREVA, commerçant.

A. ARNAUD, ancien conseiller municipal, trésorier patronage des Ecoles publiques Le Bouscat.

E. BEAU, retraité, mutilé du travail.

F. CABANEL, ancien conseiller municipal.

P. CARRERE, commerçant.

Docteur J. CHELLE.

Docteur J. CROZAT.

L. DARIO, Prix littéraire Edouard Herriot.

M^{me} DESCOMBES, sage-femme.

A. DUCUING, contrôleur général des P. et T., secrétaire Caisse des Ecoles Le Bouscat.

W. DUMAS, ouvrier mécanicien, ancien conseiller municipal.

G. ELISSALDE, agent technique retraité, ancien conseiller de l'Enseignement technique.

Docteur G. FERRAND.

M^{me} GOULEME, retraitée.

Y. GOURRIBON, professeur E.T., ancien conseiller municipal.

E. GRENIER, ingénieur T.P.E., ancien adjoint au maire.

P. HOCHARD, ajusteur mécanicien, ancien conseiller municipal.

P. LALUMIERE, professeur agrégé.

G. LAMBOLEY, conseiller général.

N. MARCACCI, professeur E.T.

LE PART, assistant technique Ponts et Chaussées, rapatrié d'Afrique du Nord.

M. REGNIER, professeur honoraire.

E. RETUERTO, artisan